N° 123 — 20e Année

CINQ CENTIMES LE NUMÉRO

Samedi 2 Mai 1908

REDACTION :
ROUBAIX, rue de la Concorde, 7, près la place du Trichon. — (Téléphone 051)
TOURCOING, rue Verte 53 (Téléphone 1570

Siège administratif :
Rue de Béthune, 27, à Lille
(Téléphone 97)

PRIX DES ABONNEMENTS :
Roubaix-Tourcoing :
Trois mois : 4 fr. 50. — Un an : 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois : 5 francs. Un an : 20 francs

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES :
ANNONCES. . . . 0 fr. 25 la ligne
RECLAMES. . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS. . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . 1 fr. » —

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal ; à Paris, dans nos bureaux 10, rue Taibout.

TÉLÉPHONE
A ROUBAIX : N° 051 | A TOURCOING : N° 1570
A LILLE : N° 97

Elections Municipales
DU 3 MAI 1908

Parti Radical et Radical-Socialiste

CANDIDATS :

Dr Ch. DEBIERRE, professeur à la Faculté de Médecine, ancien adjoint au Maire de Lille, conseiller municipal sortant ;
M. MOURMANT, négociant, conseiller municipal sortant ;
P. ASSOIGNION, secrétaire général de la Rédaction du « Progrès du Nord » ;
E. BART, ingénieur des Arts et Manufactures ;
J. BOUCHERY, entrepreneur, ancien conseiller municipal ;
BOURREE-THIBAUT, constructeur ;
CAPON-BAYART, ancien brasseur ;
CLIQUENNOIS-PAQUES, ancien conseiller municipal ;
C. CRAPEZ, cafetier ;
L. DAUTRICOURT, directeur d'assurances ;
L. DELAPORTE, négociant, ancien adjoint au Maire de La Madeleine ;
F. DELEMER, architecte ;
Aug. DEMARCHELIER, ancien serrurier ;
DERACHE, mécanicien retraité du chemin de fer ;
C. DERAET, commerçant, délégué cantonal ;
J. FOVEAU, ancien boulanger ;
A. GAHIDE, voyageur de commerce ;
L. GARDES, négociant ;
HANICOTTE, employé de commerce ;
S. HAYEM, négociant ;
E. HERBERT, inspecteur général honoraire des Postes et Télégraphes ;
C. DE LAUWEREYNS, avocat, docteur en droit ;
E. LEGRAND, inspecteur d'assurances ;
Edm. LELEU, négociant, ancien adjoint au Maire de Lille ;
O. LIEVIN, chevilleur à l'Abattoir ;
A. MALAQUIN, professeur à la Faculté des Sciences ;
E. MARIAGE, ancien conseiller général ;
L. PENANT, commerçant ;
A. PIOLAINE, ancien négociant ;
L. RAQUET, commerçant, ancien adjoint au Maire d'Hellemmes ;
H. SPRIET, avocat, docteur en droit ;
TIMMERMANS, employé ;
E. VAILLANT, négociant ;
Ch. VILLERVAL, garçon de recettes ;
WATERLOT-LAMBELIN, président du Syndicat de l'Epicerie ;
A. WERQUIN, avocat, ancien adjoint au Maire de Lille.

AUX ÉLECTEURS

Nous avons, au cours de la période électorale qui va finir, exposé les raisons d'intérêt politique et d'intérêt municipal qui doivent déterminer les électeurs à voter, de préférence, pour les candidats du Parti républicain, radical et radical-socialiste.

Leur religion doit être aujourd'hui éclairée.

Nous n'ajouterons qu'un mot : c'est que si l'on pouvait contester l'évolution chaque jour plus accentuée du Parti collectiviste vers les idées violemment révolutionnaires et antipatriotiques, il suffirait de jeter les yeux sur la gravure publiée hier dans l'*Humanité* à l'occasion du 1er mai.

On y voit le drapeau tricolore, sur lequel on a inscrit côte à côte les noms de : Austerlitz, Wagram, Iéna, et de Paris 1871, Fourmies et Narbonne, déchiré par des mains de prolétaires.

Devant des généraux, des soldats lèvent la crosse en l'air.

Il est vrai que dans le coin gauche de l'affiche, on fait également déchirer le drapeau allemand par des sujets de Guillaume, qui lèvent aussi la crosse en l'air.

Mais comme aucun journal n'oserait publier en Allemagne un semblable dessin, il en résulte que cette propagande antipatriotique s'exerce uniquement en France, et qu'elle ne peut avoir pour effet que d'affaiblir la puissance militaire de notre patrie et de la livrer sans défense à l'ambitieux et redoutable Kaiser.

Un vieux socialiste, conseiller municipal unifié de Paris, M. Faillet, a eu le courage de reconnaître cette navrante vérité : malgré sa longue carrière de militant socialiste, il a été brutalement désavoué et abandonné par son Comité d'unifiés.

Il n'en sollicite pas moins le renouvellement de son mandat, et il dit à ses électeurs :

« C'est parce que j'ai connu des temps « d'oppression et de tyrannie que je ne « veux pas revoir, parce que je veux « mon pays debout et libre, parce que « je ne veux pas voir vos fils et mes « fils servir sous l'aigle noir et le casque « prussien, car, tant que le socialisme « allemand n'aura pas la majorité décisive, et il en est loin, la France désarmée c'est l'invasion de la conquête. »

Demandez donc un pareil langage à nos Delory, Ghesquière, Goniaux, Durre, ou Melin, et à tous nos candidats collectivistes de Lille et du Nord : vous ne l'obtiendrez pas.

Ils se borneront à vous répondre, comme ils le font dans leur manifeste, qu'ils sont résolus, avec le concours de l'Internationale ouvrière, à empêcher la guerre.

Mais c'est là une déclaration qui ne peut avoir d'influence qu'en France, car en Allemagne, M. Griffuelhes, de la Confédération du travail, l'a déclaré lui-même, tout ce que les socialistes pourraient faire et rien, c'est la même chose.

Et c'est pourquoi le cri d'alarme jeté par M. Faillet doit être entendu par tous les socialistes qui ne veulent pas préparer l'invasion et la conquête de la France. C'est pourquoi ils doivent voter pour les radicaux et radicaux-socialistes, eux aussi, certes, ennemis résolus de la guerre, mais qui entendent sauvegarder en même temps la sécurité et l'indépendance du pays de la Révolution.

***

Dans une réunion tenue mercredi soir à l'Alcazar, M. Léon Gobert, rédacteur à l'*Echo du Nord*, conseiller municipal sortant et de nouveau candidat, a pompeusement célébré les résultats obtenus en vue du démantèlement, et en a attribué tout le mérite à la municipalité Charles Delesalle. Il a ajouté que si les électeurs lui renouvelaient leur confiance, elle conduirait rapidement à bonne fin cette œuvre considérable dont la solution est depuis si longtemps et si impatiemment attendue par les Lillois.

M. Léon Gobert nous paraît avoir beaucoup exagéré et s'être quelque peu vanté.

Bien avant la municipalité Ch. Delesalle, la municipalité Géry Legrand s'était occupée du démantèlement. M. Rigaut, l'actif et regretté adjoint au maire, avait multiplié les démarches. Le colonel Sever, nommé député en remplacement de M. Pierre Legrand, y apporta son appui.

L'affaire était en bonne voie lorsque les collectivistes arrivèrent à la mairie. Et les pourparlers furent interrompus, les démarches abandonnées. Elles ne furent reprises, d'une façon active, que depuis peu de temps.

Il n'est pas excessif de dire que le démantèlement serait au moins commencé, si les républicains étaient restés au pouvoir.

Et aujourd'hui, si nos concitoyens veulent triompher des grosses difficultés qui nous sont encore opposées, il est indispensable qu'ils envoient à la mairie des républicains, radicaux et radicaux-socialistes, en communauté de sentiments et d'opinions avec le gouvernement et avec les pouvoirs publics, et dont l'action sera autrement efficace, rapide et puissante que ne pourrait l'être celle de réactionnaires et de collectivistes.

***

Et maintenant, en réponse à certaines questions qui nous ont été posées, nous rappelons que l'élection de Lille a lieu au scrutin de liste, que chaque électeur doit voter pour 36 candidats, et qu'il est du devoir de tout bon républicain, radical et radical-socialiste de le voter pour la liste entière, sans une omission, sans une rature.

Toute rature équivaut à donner un suffrage aux listes adverses. Tout nom remplacé par un autre est un manquement grave à la discipline républicaine.

Nos adversaires de droite et d'extrême-gauche nous donnent, à cet égard, un exemple que nous avons le devoir de suivre.

Efevons-nous au-dessus des questions de personnes. Votons pour la liste entière ; c'est le seul moyen de donner à notre Parti, en vue du second tour une autorité et une force décisives.

Georges ROBERT.

DERNIER MOT

Nous lisons dans la « Démocratie » :

Les Partis de Réaction, battus et désemparés, n'osent plus affronter la lutte sous le couvert de leur véritable drapeau. Ils abandonnent aux mains d'ailleurs débiles, des Pseudo-Progressistes le soin de défendre les débris de leurs espérances désuètes.

Comme le dit notre ami Delpech, président du Comité Exécutif du Parti Radical et Radical-Socialiste, « la lutte se trouve circonscrite entre les progressistes, les radicaux, les radicaux-socialistes, les socialistes unifiés et les apôtres de l'anarchie antinationale » :

Et M. Delpech, pour préciser, à la veille de la lutte, *quelle doit être la ligne de conduite* immuable du parti, ajoute :

« Notre désir est de rester fidèles à la première conception du bloc. Nous estimons que l'effort combiné de toutes ses fractions de l'Alliance républicaine aux socialistes collectivistes, est nécessaire à la marche méthodique de notre démocratie. Cependant, depuis que le bloc a été constitué, des doctrines d'une extravagance notoire ont été affirmées à l'extrême-gauche des collectivistes par les partisans de la désertion, du sabotage, de la grève générale et de la guerre de classes.

« Nous avons déclaré qu'il ne pouvait y avoir rien de commun entre nous et les fauteurs de guerre civile. En aucun cas, ils ne sauraient être nos alliés. Nous nous refusons à toute entente électorale avec ceux qui professent ces théories meurtrières. »

Il n'importe, en effet, que vous soyez sous tel ou tel autre horizon du Bloc de gauche. Ce qu'il importe de demander aux candidats ce sont des déclarations très catégoriques en ce qui concerne le respect de la Patrie et de la Propriété fondée sur le travail personnel. Ce sont là les deux axiomes fondamentaux de la République radicale. La dessus il ne peut y avoir de transactions.

Que le manifeste du Parti Socialiste unifié, affiché sur les murs, accuse les Radicaux d'avoir « abandonné toutes leurs promesses et violé tous leurs engagements », à l'instar des Réactionnaires et des Opportunistes, cela n'est pas fait pour émouvoir notre Parti, qui peut répondre en montrant que toutes les réformes politiques et sociales de ces vingt dernières années sont son œuvre. Malgré les déclarations tapageuses des Unifiés, la classe ouvrière n'oubliera pas que l'Ecole laïque et gratuite, la liberté de conscience par la Séparation des églises et de l'Etat et la dissolution des Ecoles congréganistes, les lois tutélaires sur l'Assistance médicale gratuite, la Protection de l'Enfance et des Femmes dans les Usines et Manufactures, la Réduction des heures du travail, les Accidents du travail, le contrat collectif de travail, l'Assistance obligatoire aux vieillards, et demain la Réforme fiscale avec la justice dans l'impôt et les Retraites ouvrières sont ou seront essentiellement l'œuvre de la République des Radicaux et Radicaux-Socialistes. Qui donc a mis enfin dans la main du Prolétariat cette arme admirable d'affranchissement moral et économique qu'est le droit syndical ? Le « Syndicat » est encore l'œuvre de la République. Quand les Unifiés disent que nous avons fait faillite à nos promesses, ils nous calomnient.

Il est facile d'être démagogues et de faire de la surenchère. Promettre et tenir sont deux.

Nous promettons à la classe ouvrière de la soutenir dans ses légitimes revendications et contre l'arbitraire du Capital.

Nous lui faisons la promesse de faire tous nos efforts pour accroître dans la mesure du possible son indépendance, sa liberté et son bien-être. Qu'elle réfléchisse et elle se convaincra que cela vaut mieux pour elle que la Cité de délices et de suprêmes jouissances que les Prophètes font miroiter à ses yeux stupéfaits, et qu'elle ne verra jamais.

Aux urnes donc, Citoyens de Lille et d'ailleurs, pour les Radicaux et Radicaux-Socialistes, pour la République contre les démagogies.

L'INTÉRÊT LOCAL

A l'approche de chaque renouvellement des conseils municipaux, les réactionnaires, et surtout les pseudo-républicains dit progressistes, ne manquent pas de dire et de répéter à tous les échos que les élections municipales doivent être faites en dehors de toute considération politique, et que les électeurs ne doivent envisager que le seul intérêt local.

La presse capitaliste, qui est naturellement à la disposition de ces partis, ne manque pas de soutenir avec vigueur, voire avec véhémence, cette théorie qui, à première vue, séduit facilement l'électeur simpliste, amoureux des solutions peu compliquées et, partant, accessible aux arguments qui leur paraissent le plus conformes à leurs intérêts particuliers.

La pratique de cette théorie, les réactionnaires et leurs fidèles alliés l'indiquent aussitôt. Leurs candidats, disent-ils, sont les seuls qui, nonobstant leurs opinions politiques, rempliront leurs mandats avec le plus grand soin et n'envisageront que les intérêts primordiaux de la ville qu'ils désirent représenter.

Et parfois l'électeur s'y laisse prendre. L'expérience de quatre ans que la ville de Lille vient de subir, le prouve surabondamment.

Peut-être n'est-il pas mauvais aujourd'hui de démontrer rapidement, une fois de plus : 1° Que la politique ne peut être entièrement exclue des élections municipales. 2° que l'intérêt bien compris d'une cité, et surtout d'une cité importante, est qu'elle possède une administration vraiment républicaine, c'est-à-dire véritablement imbue du désir de voir aboutir les réformes sociales, et dont les vues politiques sont en conformité avec celles du gouvernement dont le concours bienveillant est souvent nécessaire pour la réalisation des réformes qui intéressent spécialement les communes.

Tout d'abord les conseils municipaux élisent les délégués sénatoriaux. C'est bien là, il me semble, un côté politique important du mandat communal. Et, dans notre département du Nord où les partis du bloc républicain sont suivis de si près par les partis du bloc rétrograde, ces élections peuvent avoir une répercussion considérable.

Les conseils municipaux nomment également des délégués aux commissions des hospices, aux bureaux de bienfaisance, aux caisses des écoles, etc.

Et comment ces délégués pourront-ils, comme c'est leur devoir, veiller à la stricte application des lois de laïcité et à l'observation rigoureuse de la liberté de conscience dans les établissements hospitaliers et autres, s'ils sont eux-mêmes les adversaires de ces lois, parce que représentants d'organisations cléricales et réactionnaires auxquelles ils sont nécessairement attachés ?

Les élections municipales ont donc bien un côté politique important que les vrais partisans de la République laïque ne peuvent négliger, et qui devrait suffire pour leur indiquer nettement leur devoir.

Au point de vue de l'intérêt purement local, l'observation est également péremptoire.

Nous avons vu, et il n'est pas inutile d'y revenir longuement, comment la municipalité collectiviste a administré les finances de la ville de Lille de 1896 à 1904 et surtout de 1900 à 1904. Mal préparés à l'administration d'une grande ville les représentants du parti collectiviste ont laissé un déficit de 800 000 francs à l'expiration de leur mandat. Cette simple constatation devrait être suffisante, pour que les électeurs lillois ne soient pas tentés de courir le risque d'une nouvelle aventure de ce genre.

Il n'est donc pas nécessaire d'insister sur ce point.

La municipalité sortante cléricale-progressiste n'a pas mieux fait. On peut dire même qu'elle a fait pis encore. Elle laissera à ses successeurs un million de francs d'expropriation à payer (les commerçants ainsi visés peuvent se demander anxieusement ce qui va leur advenir) ; plusieurs millions de travaux actuellement indispensables à effectuer et jusqu'à présent 12 centimes additionnels en plus à payer par chaque contribuable.

Si les électeurs lillois sont satisfaits de cette façon d'administrer, c'est qu'ils ont la foi particulièrement robuste, ou que leur indifférence en pareille matière est inconmensurable.

Le démantèlement de Lille que toutes les municipalités de ces dernières années ont promis, sans jamais l'obtenir, marche à pas de tortue. Ne peut-on dire vraisemblablement que ces municipalités composées d'adversaires de la République ou de démagogues, n'étaient pas qualifiées pour obtenir de notre gouvernement l'appui indispensable pour que toutes les démarches vraiment fort nombreuses, aboutissent rapidement.

J'imagine que si quelque électeur de Lille cherchait à obtenir une intervention de l'honorable M. Scalbert ou de tout autre Parmentier, il ne s'adresserait pas au citoyen Debierre ?

Eh bien ! c'est à peu près la route suivie jusqu'à présent pour obtenir le démantèlement de Lille que tout le monde réclame avec tant de raison.

***

Je me résume et je m'adresse aux électeurs lillois vraiment conscients de l'importance du vote qu'ils vont émettre dimanche prochain.

Je leur dis :

En raison du caractère politique du mandat municipal, vous voterez pour les représentants de la République laïque et tolérante, telle que l'a conçue la Révolution française.

Vous voterez donc pour les candidats radicaux et radicaux-socialistes.

En raison de la mauvaise administration des municipalités collectivistes et réactionnaires, vous comprendrez, que l'intérêt de la ville de Lille est d'être représentée par des citoyens aussi éloignés des gros financiers de la ploutocratie cléricale, que des partisans du sabotage, de l'antimilitarisme et du grand chambardement. Que la ville de Lille doit avoir enfin une municipalité éclairée, à la fois prévoyante et réformatrice. Que seule la liste radicale et radicale-socialiste peut répondre à ces désirs si légitimes, et qu'elle est seule qualifiée pour mener à bien et rapidement la question du démantèlement.

Et dimanche prochain, grâce à vous, citoyens lillois, le parti républicain radical, si longtemps méconnu à Lille, mais définitivement régénéré, enregistrera une première victoire, présage certain d'une journée plus glorieuse encore dont s'enorgueillira avec raison la République laïque, démocratique et sociale à laquelle vous êtes tous si fidèlement attachés.

Georges PETIT.

SCANDALE MUNICIPAL

Sous la signature de M. Urbain Gohier, le « Matin » publie un article sur les agissements des membres de la Municipalité de Toulouse, et dont voici les principaux passages que nous donnons à titre purement documentaire :

Dans ce moment, à Toulouse, il y a deux affaires Falandry qu'il ne faut pas confondre.

Le premier Falandry voulait porter l'épaulette, il ne put l'obtenir. Il se fit garçon limonadier et vient de remporter le premier prix d'un concours de 156 leçons.

Le second Falandry est adjoint au maire de Toulouse, dans la municipalité collectiviste, et délégué au département des finances.

Il joue le principal rôle dans le scandale qui vient d'éclater comme très utile préface aux élections de dimanche.

Le bilan de sa socialiste administration, depuis deux ans qu'elle occupe l'hôtel de ville, se résume dans la création de 37 centimes additionnels et dans une augmentation de deux millions de la dette municipale.

Les adversaires emploient le mot de « folles dilapidations » et l'on peut toujours discuter le jugement des adversaires.

Accusations réciproques

Seulement, les membres principaux de la municipalité se font leurs propres accusateurs et déposent les uns contre les autres devant la justice des accusations graves.

Le maire Jean Rieux, a révoqué l'adjoint Falandry, qui se trouve déféré ainsi que son secrétaire Tarride, à la juridiction criminelle, sous l'accusation de concussion, malversation de factures fictives pour masquer des détournements.

D'autre part, le chef du service du nettoiement, fils, une des lumières du parti unifié au congrès de Limoges, a déposé une plainte formelle contre le maire Jean Rieux en concussion et tentative de corruption de fonctionnaire.

Les deux adjoints, Pinel et Deumié, l'un délégué à la police et l'autre délégué aux beaux-arts, se sont menacés publiquement et mutuellement de révélations infamantes. Les tripotages les plus apparents portaient sur l'enlèvement des gadoues et sur la fourniture des boîtes à ordures, ce qui est assez typique. Ça s'appelle à Toulouse, « la grande affaire des gadoues. » Il avait été question de donner le monopole des poubelles à un camarade socialiste, qui est commissaire de police d'une grande station balnéaire.

La vie large

Les citoyens ont une conception vraiment primitive de la vie et des affaires. Ils s'étaient partagé en frères les divers négoces qu'il est possible de faire avec une grande ville. L'un se chargeait de fournir le champagne à 3 francs et 10 francs la bouteille, et l'on en consommait des quantités prodigieuses ; un autre fournissait des chevaux et des harnais pour les corbillards ; un troisième, des désinfectants pendant les épidémies. Celui-ci payait ses fournisseurs en bons du Bureau de bienfaisance et celui-là leur offrait des tombereaux de gadoues pour engrais. C'était la vie large et le luxe de leurs femmes ou de leurs maîtresses. Ébouissant soudain la société toulousaine, éveilla d'abord les soupçons du préfet, qui réclama du gouvernement une instruction judiciaire. Des résistances se produisirent à Paris et il fallut un ordre écrit de M. Clémenceau.

Le puissant journal toulousain, *La Dépêche*, qui compte pourtant le citoyen Jaurès parmi ses collaborateurs réguliers, établit que la municipalité collectiviste dépense 650 000 francs de plus que les municipalités antérieures, pour son agrément particulier, pour ses voyages, ses fêtes et sa propagande électorale.

On a découvert, avec plus d'à propos, qu'une somme de 5.000 francs, offerte aux pauvres de Toulouse par l'alcade de Barcelone, lors des fêtes franco-espagnoles, avait été déposée en banque au nom personnel du maire, Jean Rieux. Les pauvres attendent depuis un an, et le Bureau de bienfaisance intenté de ce chef un procès vraiment tardif.

Enfin, l'inspecteur des finances, M. de Montréal, et le juge d'instruction, M. Chaubard, sont au travail avec un zèle inégal. Le juge a pris des vacances qui ajournent les solutions après la bataille électorale.

Si les deux adjoints qui se sont menacés de révélations foudroyantes tiennent parole, l'affaire grossira. Dès à présent, une quinzaine d'édiles sont mêlés, mais l'intérêt de la conservation les fera taire les haines personnelles. Déjà un rapport très dangereux de l'adjoint Deumié a été brûlé solennellement, dans une réunion des plus compromis, pour le salut commun. La paix sera signée aux frais de la princesse, si le magistrat n'y met bon ordre.

LES TROUBLES DE LA MARTINIQUE

Déclarations du sénateur Knight sur l'assassinat du maire de Fort-de-France

Paris, 1er mai.

Nous avons annoncé hier que le maire de Fort-de-France, chef-lieu de la Martinique, avait été tué par des adversaires politiques.

Une balle de revolver fut traversé le cou de part en part, et il a succombé presque immédiatement. Un télégramme arrivé par la voie de New-York ajoute :

« Les troubles ont éclaté à l'occasion des élections municipales. Deux bandes armées, conduites l'une par l'adjoint Labat, l'autre par le maire de Fort-de-France, M. Siger, se sont livrées dans l'intérieur de l'Hôtel de Ville à un combat au cours duquel M. Siger a été tué, ainsi que plusieurs autres combattants. Il y a eu aussi des blessés. »

M. Knight, sénateur de la Martinique, ami politique de M. Siger, a fait, devant l'un de nos confrères, des déclarations où il dénonce « les socialistes indépendants » qui ne sont dit-il, que des réactionnaires déguisés sous cette étiquette, et que favorisent le gouverneur et le procureur de la République de l'île.

Il a ajouté :

Labat, adjoint au maire et maire effectif par l'absence de M. Sévère, maire et député, alors en France, prit à la tête de plusieurs voies de défiance la décision pure et simple de faire expulser ses collègues par la force armée. Il la réquisitionna et manda militairement pour expulser de l'hôtel de ville les membres du conseil municipal. L'illégalité était flagrante.

Ce n'est pas tout. Une série d'illégalités fut commise aux dernières élections municipales pour faire élire Labat. Ainsi 700 électeurs non inscrits régulièrement furent, sur jugements pervertis d'un juge de paix intérimaire, mis à même de voter. Les présidents de scrutin refusèrent de se prêter à cette illégalité. C'était leur devoir et aussi leur droit strict, car, vous le savez, le sont souverains. Le parti de Labat en appela au gouverneur qui fit injonction aux présidents de scrutin d'admettre la vote de ces électeurs.

Pour permettre à Labat de faire les élections au conseil général, le gouverneur, de complicité avec lui et le parti réactionnaire, ne nomma pas le conseil municipal de procéder dans la quinzaine à l'élection du maire.

Enfin, continue M. Knight, le jour même où M. Siger fut proclamé maire, une bombe éclata sous son fauteuil sans causer heureusement d'accident grave. Le procureur général refuse d'ouvrir une enquête.

A plusieurs reprises j'ai signalé la conduite des deux fonctionnaires au ministère des colonies, dit le sénateur de la Martinique ; ce fut sans résultat. On voit ce qu'a amené leur attitude.

M. Siger qui vient d'être assassiné était un homme très doux. Il était président de la chambre des notaires et chevalier de la Légion d'honneur.

A qui fera-t-on croire, poursuit M. Knight, que l'assassinat, que son assassinat est le résultat d'une rixe, comme le dit la dépêche officielle ? Labat voulait être maître de diriger à son gré le scrutin de dimanche, voilà le mobile de l'agression. Il y en a pas d'autres.

NOUVELLES DE PARTOUT

PARIS

— A la plaine St-Denis, un journalier et sa femme se prirent de querelle dans un cabaret avec des individus que le couple avait invités à boire. Le couteau entra en scène, les époux furent criblés de blessures ; le mari expira peu après ; on espère sauver la femme ; on pense pouvoir bientôt arrêter les meurtriers.

— On a repêché dans la Seine le cadavre du commandant japonais Ideka Giro, qui avait été chargé par son gouvernement de faire d'importantes commandes de fournitures en France et qui s'est suicidé à la suite de grosses pertes d'argent au jeu.

— M. Graux, liquidateur du Crédit minier, est tombé accidentellement d'une hauteur de trois mètres, dans les sous-sols de cet établissement. Il s'est blessé à la tête et au coude droit ; ses blessures paraissent être peu graves.

— Les employés du Crédit minier congédiés à la suite de la faillite, ont décidé d'intenter une action en dommages et intérêts pour brusque renvoi.

FRANCE

— Une nouvelle instruction est ouverte contre un fournisseur militaire de Commercy, accusé d'avoir fourni de la mauvaise viande au 154e à Lérouville.

— Près de Nancy, un déraillement s'est produit à l'entrée d'un tunnel. Un signalleur a été tué. Les dégâts matériels sont considérables.

— On mande de Draguignan que la cour d'assises a condamné à mort le nommé Ugo Pastone, qui, en septembre dernier, a tué Sopone, son ex femme et son enfant.

— Le Conseil de guerre de Châlons a condamné à un an de prison, un soldat du 120e d'infanterie, qui avait brisé son fusil en frappant violemment le sol pendant une théorie à la chambrée. Sur les motifs que l'auteur poussé le prévenu a répondu : « J'aime mieux être fusillé que de faire un seul jour de service ».

ETRANGER

— Un policeman de Washington a demandé sans succès un mandat d'arrêt contre Miss Longworth, fille du président Roosevelt, qui mène son automobile à une allure folle dans les rues de la capitale fédérale, notamment quand elle va chercher son mari au Capitole où il siège à la Chambre des représentants.

— Le Conseil fédéral a décidé de fixer au dimanche 5 juillet le vote populaire sur la loi de distillation tendant à la prohibition de l'absinthe en Suisse.

LE 1er MAI

Pas d'incidents graves

A PARIS

Paris, 1er mai.

La journée du 1er mai semble devoir se dérouler dans le plus grand calme. Sauf aux abords de la Bourse du travail, Paris conserve sa physionomie habituelle. Dans la matinée, des mesures ont été prises afin de prévenir tous désordres, mais elles sont peu apparentes.

Des meetings corporatifs ont été organisés dans une centaine de salles, le plus important était celui qui avait lieu dans la grande salle de la Bourse du travail. Il a réuni environ deux mille assistants. Les autres réunions ont été peu fréquentées, le nombre des assistants variait pour chacune d'elles entre 500 et 400.

Quelques bijoutiers, obéissant au mot d'ordre de leur syndicat, se sont rassemblés place de la Victoire, mais ils se sont dispersés sans soulever aucun incident et sans que la police ait eu à intervenir.

Les mesures d'ordre

Les abords de la Bourse du travail ont présenté, dès huit heures du matin, une certaine animation.

Les cafés et les bars fréquentés habituellement par les syndiqués resteront fermés toute la journée.

Les ouvriers arrivent en petits groupes pour assister à une réunion organisée par l'Union des syndicats.

Sur la place de la République, de nombreux agents en bourgeois font les cent pas. A l'intérieur de la caserne du Château-d'Eau les gardes républicains à cheval, un régiment de cuirassiers et de nombreux gardiens de la paix se tiennent en réserve. M. Mouquin, directeur du service des recherches dirige le service d'ordre, assisté des commissaires de police aux délégations judiciaires et de plusieurs officiers de paix.

Parmi les militants qui se rendent à la réunion, on remarque beaucoup d'étrangers et surtout des Russes.

A dix heures, on garde l'entrée de la salle devant la Bourse du travail. Tout stationnement est interdit aux abords de l'édifice municipal. Les agents font circuler les badauds.

Plusieurs arrestations ont déjà été opérées.

La réunion de la Bourse du Travail

La réunion organisée par l'Union des syndicats s'ouvre à 10 heures et successivement MM. Glagnier, Janvion et Thuillier, membres de la commission administrative de la Bourse du travail, prennent la parole. Ils attaquent vivement la classe capitaliste et les membres du Gouvernement, et plus particulièrement MM. Clémenceau et Viviani.

Voici l'ordre du jour qui a été voté à la fin de la séance : c'est le même ordre du jour qui sera voté dans les diverses réunions organisées à l'occasion du Premier Mai :

« Les travailleurs des différents corps de métiers réunis le 1er mai, après avoir entendu divers orateurs, mus par le même sentiment de solidarité qui fait en ce jour se dresser les exploités du monde entier contre les exploiteurs, expriment à ces derniers leurs sentiments de révolte et affirment leur volonté de continuer avec plus d'ardeur que jamais la lutte contre l'inique société capitaliste qui les opprime, et en attendant le jour libérateur où l'entente de tous les travailleurs les aura affranchis de toute servitude par la suppression complète du salariat, s'engagent à unir tous leurs efforts pour obtenir la réduction immédiate à huit heures de la journée de travail. Ils se séparent aux cris de « Vive la Révolution sociale » par l'entente internationale de tous les travailleurs. »

La sortie de la Bourse du travail s'est effectuée à 11 heures. Les gardes républicains à pied et à cheval avaient pris position en face et sur les côtés du monument municipal.

Les 2.000 personnes qui assistaient à la réunion sont sorties sans manifester.

Les arrestations

Dans la matinée, 12 arrestations ont été opérées place de la République et rue du Château-d'Eau : l'une pour port d'arme prohibée, les autres pour refus de circulation. Ces individus arrêtés furent conduits à la caserne du prince Eugène, où se tient en permanence un juge d'instruction qui interroge sur-le-champ les prévenus.

A 11 heures, le service d'ordre était levé.

EN PROVINCE

Des dépêches arrivées au ministère de la Marine il résulte que l'entrée des ouvriers s'est effectuée sans incident ce matin aux arsenaux et établissements de la marine.

Le nombre des chômeurs, comparé à celui de l'année dernière au 1er mai, a été le même dans les deux établissements de Rueil et d'Indret ; à Guérigny il n'y a eu aucune absence, comme l'année précédente. Dans les arsenaux le nombre des chômeurs a diminué ; il y a eu à Rochefort 200 travailleurs de plus et 1500 à Toulon.

Voici les renseignements qui nous parviennent sur le 1er mai dans les grandes villes de province :

Toulon, 1er mai.

Deux manifestations avaient été organisées l'une par la Bourse du travail et l'autre par l'Union des syndicats ouvriers du Var, composée du syndicat des travailleurs de l'arsenal et de nombreux autres syndicats dissidents.

Les deux manifestations se formèrent et